

Eric Agrikoliansky

(CURAPP, Université Paris IX-CREDEP)

## **De l'anticolonialisme à l'altermondialisme : généalogie(s) d'un nouveau cadre d'action collective**

L'objet de cette contribution est de poser les jalons d'une histoire des conditions d'émergence, dans la France contemporaine, de ce nouveau « cadre d'action collective » que constitue le discours critique visant la mondialisation néo-libérale. Le mouvement altermondialiste (ou plutôt les mouvements, si l'on considère la diversité des organisations se revendiquant de cette nébuleuse et l'hétérogénéité des revendications qu'elles promeuvent) est souvent analysé ou présenté comme une nouveauté surgissant sur une scène jusqu'alors vide (Losson, Quinio, 2002 ; Barlow, Clarke, 2002). La constitution en juin 1998, et le succès rapide, d'une organisation comme Attac pour la France, un événement comme celui de Seattle ou encore une manifestation comme celle du Forum social mondial, sont ainsi décrits comme les composantes d'une rupture majeure ouvrant un nouveau cycle de protestations, caractérisé par l'émergence d'une « société civile transnationale »<sup>1</sup>, l'affirmation de nouvelles revendications pensées à l'échelle du monde et de nouveaux répertoires d'action (la protestation se déployant au-delà des autorités étatiques nationales et visant les organisations internationales).

Or, ce constat d'une rupture radicale paraît très relatif lorsqu'on observe de plus près l'histoire de l'altermondialisme. D'abord parce que les acteurs de ces mobilisations, les enjeux dont ils traitent et les répertoires dont ils usent pour s'exprimer ne sont pas nouveaux. Si l'on scrute attentivement la scène de mouvements sociaux depuis les années 1970, on constate que la plupart des thématiques abordées par le mouvement (de l'écologie, au tiers-mondisme en passant par la lutte contre le capitalisme !) sont bien antérieures à la fin des années 1990 (Sommier, 2003). De la même manière, l'émergence d'acteurs politiques transnationaux et de formes transnationales d'action militante, ne caractérise pas exclusivement la fin de ce siècle, mais s'ancre dans une temporalité bien plus large (Keck & Sikkink, 1998 et 2000). Enfin, si de nouvelles organisations qui se spécialisent dans l'altermondialisme naissent au cours des années 1990, elles sont le fruit de la mobilisation de mouvements qui leur préexistent. La lutte contre (ou pour une autre) mondialisation à ceci de spécifique qu'elle n'est pas initialement un mouvement à recrutement direct, mais plutôt une « mobilisation de mobilisations », ou encore une « meso-mobilisation » (Gerhards, Rucht, 1992) qui se fonde sur l'activation de coordinations d'organisations se regroupant au-delà de leurs propres objectifs d'action dans une campagne ou une structure nouvelle. Un tel constat peut paraître relever de l'évidence. Il contredit pourtant très directement les commentateurs qui analysent ces protestations comme une révolte spontanée des « sociétés civiles » face à un processus naturel qui les submergerait : la « mondialisation ». La lutte anti-mondialisation est, à l'inverse, et comme beaucoup d'autres mouvements sociaux, liée à la mobilisation de structures collectives et d'entrepreneurs qui fournissent les ressources (matérielles, idéologiques, relationnelles) nécessaires au processus d'émergence d'une contestation organisée. Ce qui fait cependant sa spécificité, c'est qu'elle est le fruit de la reconversion d'acteurs hétérogènes (des associations de solidarité Nord-Sud, des syndicats de salariés ou de

---

<sup>1</sup> Un courant d'analyse, qui s'affirme dans la littérature anglo-saxonne, voit dans la multiplication des mouvements sociaux transnationaux -notamment en matière de défense des droits de l'homme ou de l'environnement, une sorte d'épiphénomène d'un mouvement plus large de transformation qui accompagne la croissance d'un système d'échange néo-libéral au niveau de la planète. À la mondialisation des échanges culturels, économiques et politiques répondrait ainsi l'apparition d'une nouvelle force -la « global civil society » (Florini, 2000), ou la « sphère publique transnationale » (Guidry, et ali, 2000)- qui se manifeste par la multiplication d'organisations transnationales ou de « réseaux transnationaux de militants » (Keck & Sikkink, 1998). Cette approche reste cependant critiquable par son prophétisme et par le caractère mécaniste des processus qu'elle postule (pour une critique en ce sens voir : Tarrow, 2000 et Pouligny, 2001).

paysans, des mouvements de « sans », des organisations écologistes, des partis politiques, etc.) dont une partie des militants et des dirigeants s'investissent progressivement dans cette lutte (alors même que leurs objectifs initiaux pouvaient être très éloignés des problèmes formulés dans le cadre de cette cause). Quelles sont alors les conditions qui ont pu favoriser de telles reconversions et qui ont cristallisé des entreprises protestataires hétérogènes et des trajectoires militantes diverses dans cette nouvelle lutte ? De quelles manières ces luttes diversifiées ont progressivement été construites et pensées comme un combat cohérent et homogène contre « la mondialisation » ?

Nuancer la nouveauté du mouvement revient donc à revendiquer la possibilité d'en faire l'histoire ou plus précisément d'en retracer la *généalogie*. « Le secret » que vise à révéler le généalogiste, écrit M. Foucault, « est que les choses sont sans essence ou que leur essence a été construite pièce à pièce à partir de figures qui lui étaient étrangères » (Foucault, 1971, p. 158). En ce sens, la généalogie, vise à reconstituer la genèse et l'évolution de formations discursives ou des catégories de description du monde, à travers l'histoire de leurs conditions sociales et historiques de production et d'institutionnalisation. L'approche généalogique a donc d'abord l'intérêt de prendre au sérieux les discours et les structures qui leur donnent formes. Or, l'altermondialisme est d'abord un discours, ou mieux encore un « cadre d'action collective »<sup>2</sup>, formulant un ensemble de principes d'action ou de justifications de celle-ci, autour duquel s'agrègent des organisations qui redéfinissent ce faisant leurs objectifs. Faire la généalogie de l'altermondialisme implique en ce sens, d'abord, de faire l'histoire d'un discours critique de la mondialisation qui relie une série hétérogène de maux (la misère de populations du Sud, l'exclusion et le chômage au Nord, les menaces sur l'environnement, les discriminations raciales, sexistes, etc.) en leur attribuant une nouvelle cause (la globalisation des échanges économiques dans un cadre néo-libéral) et en définissant de nouvelles cibles protestataires (les institutions financières internationales, les politiques économiques des « grandes puissances » économiques, les « marchés »). Cependant, la genèse de ce nouveau cadre de perception et d'action ne peut être comprise comme un jeu libre sur le discours ou comme le fruit des volontés ou des desseins stratégiques de quelques-uns. « Nul n'est responsable d'une émergence ; nul ne peut s'en faire gloire ; elle se produit toujours dans l'interstice » affirme joliment Foucault (1971, p. 156). C'est donc sur les interactions et les jeux qui se déroulent aux marges d'espaces sociaux sécants (le champ politique, le champ syndical, l'espace des associations de solidarité internationale, etc.) qu'il faut ici se pencher pour comprendre comment s'invente l'altermondialisme, sans que personne n'ait d'ailleurs le sentiment de contribuer à une telle invention. L'altermondialisme constitue en effet le fruit de la mobilisation progressive d'un ensemble disparate d'organisations et de militants autour d'un label commun, la critique de la mondialisation, mais aussi autour d'enjeux moins immédiatement visibles qui concernent notamment la redéfinition de leurs propres positions dans des secteurs militants en transformation au cours des années 1980-1990. En ce sens, la compréhension de l'émergence d'un discours « altermondialiste » est indissociable de l'analyse de la genèse d'une nouvelle « configuration d'action collective »<sup>3</sup> qui manifeste un lent et

---

<sup>2</sup> La notion de « cadrage » a été développée par David Snow, notamment, à partir du concept de « cadre » proposé par E. Goffman, pour décrire les logiques cognitives qui structurent l'énonciation des griefs au cours d'une action collective. Un « cadre d'action collective » concerne ainsi (et sans que cette énumération soit limitative) la qualification d'une situation comme injuste, l'identification d'un responsable de l'injustice et la spécification des moyens qui peuvent être mis en œuvre pour faire cesser cette injustice. Procédant de la diffusion de schèmes de classement du monde, le travail de cadrage a en outre une dimension identitaire qui contribue à circonscrire les contours des groupes concernés par l'injustice (donc concernés par la mobilisation). Cette notion a l'intérêt d'attirer l'attention sur les infrastructures culturelles et symboliques de l'action collective qui repose sur l'activation de modèles de perception de la réalité constituant la matrice d'énonciation des problèmes ou des griefs revendiqués. On peut se reporter, sans qu'il soit nécessaire d'énumérer l'abondante littérature aujourd'hui consacrée à cette question, à l'article séminal de Snow et Benford (1986),

<sup>3</sup> Dans ce qui suit, nous désignerons par « configuration d'action collective » l'ensemble des éléments qui constituent l'architecture d'une mobilisation (type d'organisations engagées et nature des liens établis entre-elles, « cadres » cognitifs déployés, répertoires d'actions utilisés). L'idée est que ces

complexe processus de reconfiguration des forces et des discours qui nourrissent la protestation dans la France contemporaine. C'est à l'histoire dynamique de ces reconfigurations qu'il faut donc s'atteler.

Pour cela, il paraît nécessaire de revenir sur les premières séquences de ce mouvement. Il est sans doute empiriquement vain, et intellectuellement discutable, de tenter d'isoler **un** événement fondateur, unique et décisif, marquant la naissance d'un mouvement altermondialiste en France, notamment parce que cette quête des origines risque de se perdre dans une généalogie sans fin (faut-il remonter à l'internationalisme ouvrier de la fin du XIX siècle pour dater la genèse d'une tentative d'organisation internationale de la lutte contre le libre-échange ? Voir Berger, 2003 ; Tartakowski, 2001). Sans céder à cette « obsession embryogénique » pour ce que Marc Bloch nomme « l'idole des origines » (Bloch, 2002), il est néanmoins possible et utile d'isoler une série de mobilisations qui paraissent préfigurer dans la France des années 1980 ce que sera dans la décennie suivante la lutte altermondialiste. Ce retour vers une des étapes de la constitution de la configuration d'action collective altermondialiste, à d'abord l'intérêt d'élargir la chronologie généralement admise pour décrire la genèse de ces mobilisations. Il est en effet habituel (voir, par exemple, Losson, Quinio, 2002) de dater l'émergence d'un mouvement altermondialiste en France au milieu des années 1990 (et plus précisément à la mobilisation contre l'AMI et à la création d'ATTAC, épisodes concomitants qui se situent dans la première moitié de l'année 1998). C'est certes à cette période que l'altermondialisme apparaît et se solidifie, se donnant à voir comme un ensemble cohérent de revendications et d'actions. Si cette séquence est évidemment essentielle à étudier, il serait cependant trompeur de s'arrêter si tôt dans l'histoire du mouvement. Celle-ci commence en effet dans la décennie qui précède (les années 1980), avec l'émergence d'une mobilisation en France pour l'annulation de la dette du tiers-monde. Une telle remontée dans le temps, en quelque sorte vers une « préhistoire » du mouvement aujourd'hui oubliée, permet en ce sens, ensuite, de saisir comment s'est constitué un « réseau » d'organisations et la trame d'un discours qui fourniront dans la décennie suivante l'infrastructure idéologique et matérielle sur laquelle se construira l'altermondialisme français. Elle offre de plus, de revenir sur l'histoire et les recompositions d'un champ (celui des organisations de « solidarité internationale ») qui est au cœur du développement d'une préoccupation pour la mondialisation dans la France contemporaine. Elle rend, enfin, du même coup possible, en saisissant les facteurs qui ont limité le succès des mobilisations anti-dette, qui se délitent après 1990, de comprendre **a contrario** quelles furent les conditions du succès de l'altermondialisme dans la décennie qui suit.

### **Une séquence décisive ? Les mobilisations contre la dette du tiers-monde ou la formation d'une nouvelle configuration d'action collective.**

Entre 1989 et 1991, s'est développé en France un ensemble composite de mobilisations portant sur la question de la dette du tiers-monde et de son annulation. Regroupant plusieurs dizaines d'organisations (associations, syndicats, partis) autour d'enjeux lointains (la misère du « Sud ») et à partir d'une mise en cause des institutions internationales et des grandes puissances, cette mobilisation fait figure d'acte précurseur de l'altermondialisme.

#### ***Ca suffat comme ci et le TOES 89 : premier contre-sommet à la française.***

Le point de départ de ces mobilisations « Pour l'abolition de la dette du tiers-monde » se situe au mois de juillet 1989, à l'occasion des célébrations du bicentenaire de la Révolution française et surtout au moment où se tient, à Paris également, le sommet des chefs d'États des 7 pays les plus industrialisés (le G7). Deux manifestations qui prennent pour cible le G7 et qui réclament l'abolition de la dette sont organisées. Un défilé (dont l'initiative revient, notamment, à l'écrivain Gilles Perrault et à la LCR, mais qui est soutenu par plusieurs dizaines d'organisations, dont le PCF, la Fédération anarchiste, le SNES, la CGT,

---

*configurations* peuvent servir de modèles reproductibles qui sont périodiquement réactivés. De ce point de vue, l'entreprise généalogique vise aussi à tenter de faire l'histoire des étapes de la constitution d'une telle configuration.

le CEDETIM) et un concert place de la Bastille (à l'initiative du chanteur Renaud, au cours duquel se produisent également J. Clegg, et la Mano negra) se déroulent le 8 juillet. Les 15 et 16 juillet débute un autre événement : un sommet alternatif au G7, qui inaugure pour la France, la formule du « contre-sommet » (ces conférences sont nommées, indifféremment à l'époque « L'Autre sommet » et TOES 89). Sur le modèle du TOES (The other economic summit) organisé pour la première fois à Londres en 1984<sup>4</sup>, ce contre-sommet alterne des ateliers, des débats et des témoignages de « victimes » de la dette. Le temps fort en est ainsi l'organisation d'un « Sommet de sept pays parmi les plus pauvres » réunissant des acteurs du « Sud » (Mozambique, Burkina, Zaïre, Brésil, Haïti, Bangladesh et Philippines) venant témoigner des effets concrets de la dette sur les conditions de vie des populations.

Le succès de ces manifestations (15 000 personnes estimées pour le défilé, 100 000 pour le concert, un large écho médiatique pour le contre-sommet, en particulier pour les témoignages des « 7 peuples parmi les plus pauvres ») donne l'élan à cette campagne : un comité « Ca suffat comme ci » (reprenant l'apostrophe du chanteur Renaud qui fut l'un des organisateurs du concert) se constitue et organise en 1990 et 1991 de nouvelles manifestations à l'occasion des réunions du G7. Le comité est soutenu par une centaine de « personnalités » (des artistes, comme le groupe Indochine, des universitaires ou encore un ecclésiastique, comme Mg Gaillot) et rallie une cinquantaine d'organisations (associations, partis, syndicats).

Cette mobilisation est un événement précurseur à plusieurs égards. D'abord parce que l'enjeu qui est au centre de cette lutte (l'annulation de la dette du tiers-monde) constitue aujourd'hui encore l'un des axes des campagnes altermondialistes<sup>5</sup>. Mettant en cause les politiques des institutions financières internationales (le FMI, la Banque mondiale), et ce faisant les politiques « impérialistes » des grandes puissances (qu'incarne, aux yeux des protestataires, le G7), la question de la dette constitue (avec la lutte contre le libre-échange et les questions d'environnement et d'alimentation) l'un des piliers des revendications altermondialistes contemporaines. De plus la question de la dette n'est pas traitée en 1989 dans sa singularité, mais intégrée à un méta-discours sur l'économie, la démocratie et l'interdépendance à l'échelle mondiale, qui rassemble déjà les principaux traits de ce que seront les critiques contemporaines de la mondialisation. L'argumentation des militants anti-dette de 1989 opère ainsi une série de « connexions et « d'extensions » entre des problèmes sociaux qui étaient auparavant pensés de manière hétérogène. Ces « recadrages » concernent par exemple l'articulation des problèmes de dette aux questions de protection de l'environnement. Un atelier de l'Autre sommet est consacré à une « Rencontre internationale sur l'énergie et l'environnement », auquel participe une dizaine d'intervenants venant du monde entier. La présentation de l'atelier dans les colonnes de *L'Autre*, le 4-pages photocopiées spécialement créé pour rendre compte au jour le jour du fonctionnement de l'Autre sommet, surprend par son actualité. Sous le titre : « Naissance d'une conscience globale », l'article affirme ainsi que : « La mondialisation des médias, (...) et le développement des rapports internationaux ont tout récemment amené dans l'opinion publique mondiale une prise de conscience collective du monde en tant que destin commun (...). Il est probable que la découverte de notre vulnérabilité commune face à la destruction de l'ozone, ou des forêts humides tropicales, constitue une date historique pour l'humanité, aussi essentielle que la découverte de la rotondité de la terre. IL était temps ! Le constat est plus grave que prévu, il est lié aux relations existant entre l'environnement et le développement économique des pays du Sud. »<sup>6</sup>. On trouve donc dans cette présentation, qui aborde

---

<sup>4</sup> C'est à l'occasion d'une réunion du G7 à Londres en 1984 qu'est organisé un contre-sommet par des économistes, notamment, non-orthodoxes, qui fonderont ensuite la *New economic foundation*. Le TOES se réunit tous les ans depuis 1984, mais il ne se déplace sur les lieux de la réunion du G7 que depuis la réunion de Toronto de 1988.

<sup>5</sup> La question de la dette est ainsi l'un des thèmes des séances plénières du Forum social européen de 2003 (Saint-Denis). Elle se trouve également au cœur des débats du Sommet pour un autre monde organisé lors du contre-sommet G8 à Évian en juin 2003 (elle a aussi le thème d'un des concerts organisés lors de cette manifestation : « Drop the dept »).

<sup>6</sup> *L'Autre*, n°1, 15 juillet 1989, p.5-6.

ensuite la question de l'agriculture et des industries polluantes, les principaux traits de ce qui deviendra le discours critique sur la mondialisation : constat de l'interdépendance des actions humaines au niveau international et de l'émergence d'une « opinion publique mondiale », projet d'une régulation à l'échelle planétaire, mise en cause des acteurs économiques (les « industries polluantes » à la recherche de « paradis écologiques », i.e. sans législation limitant la pollution) et qui établit une connexion entre des séries disparates de phénomènes (stratégies industrielles, relations inter-étatiques, évolution de l'agriculture au niveau mondial, environnement, santé individuelle, niveaux de vie des populations, etc.). Au-delà de ces connexions de la dette à d'autres enjeux, il faut également souligner la prégnance de deux thèmes transversaux qui manifestent, là encore, la filiation entre 1989 et l'altermondialisme tel qu'il se développe après 1998. Le premier concerne la promotion de la démocratie citoyenne contre l'omnipotence des lois économiques et l'opacité des instances internationales. On trouve, ainsi, déjà formulée dès 1989, ce qui deviendra l'antienne de l'altermondialisme : réhabiliter la démocratie et la « société civile » à la fois contre la dictature des marchés et contre la politique des grandes puissances. « Nous contestons aux grands de la terre le droit de confisquer le message de la Révolution française », proclame ainsi la Déclaration finale du Sommet des sept peuples parmi les plus pauvres, « nous dénonçons le monopole décisionnel des riches, par principes, en raison de son caractère non démocratique ». « Ce problème de la démocratie internationale est d'autant plus impérieux », poursuit le texte, « que le processus d'internationalisation technico-économique crée une situation d'interdépendance dans laquelle aucun peuple, ne peut se soustraire »<sup>7</sup>. Patrice Sauvage et Eric Macé, membres de l'ALDEA (Agence de liaison pour le développement d'une économie alternative), qui participent à l'organisation de l'Autre forum, résumant de la même manière leur ambition : "il s'agit de prôner la démocratie économique et le droit au débat public. Face aux deux pouvoirs, économique d'entreprise et technocratique avec les Etats, nous voulons en faire émerger un troisième, celui de la société civile, qui pourrait organiser la veille économique." (*Le Monde*, 11 juillet 1989).

Le second thème transversal développé, porte sur l'articulation entre les problèmes du Sud et l'action dans les pays du Nord. On voit ainsi apparaître dans les pages du journal *L'Autre*, la formule : « Penser globalement, agir localement » qui deviendra l'un des slogans d'ATTAC (*L'Autre*, n°1, 15 juillet 1989, p. 2). Ce slogan sert de titre à un article, signé par un collectif de chômeurs et de précaires, qui affirment que « opposer aux sacrosaintes lois économiques qui tombent du ciel un discours de solidarité, ou mieux, une aide à l'expression de lointaines victimes ne suffit pas ; l'Autre sommet voit aussi se dérouler un débat sur le salariat dans les pays capitalistes développés ». Se trouve donc déjà exprimé le souci, qui fait toujours la spécificité du discours altermondialiste après 1998, de connecter les malheurs du Sud aux maux du Nord et notamment aux questions « d'exclusion » et aux combats de ceux que l'on commence à appeler les « sans »<sup>8</sup>. Internationalisation technique et économique, effets délétères des croyances dans les lois de l'économie, atteinte à la démocratie, connexion entre la misère au Sud et l'exclusion au Nord, articulation entre le local et le global entre les exclus « d'ici » et la misère « là-bas », etc. On voit donc comment se mettent en place dès 1989 les linéaments d'un discours altermondialiste.

Au-delà de cette continuité des thématiques, ce qui frappe ensuite c'est la pérennité des modes d'action et des acteurs. En ce sens, si les discours de 1989 semblent si proches de ceux de 1998, c'est parce que les conditions qui sont au principe de leur genèse sont

---

<sup>7</sup> Cette déclaration, ainsi que l'ensemble des textes, discours etc., produits à l'occasion de ces manifestations sont recueillis dans : *Bulletin de liaison du CEDETIM*, n°50, 1989. L'essentiel des documents portant sur cette période ont été consultés dans les archives du CEDETIM situées au centre de documentation du CICP (dont nous profitons de l'occasion pour remercier les animateurs pour leur disponibilité et leur gentillesse). Ces données ont été complétées par une série d'entretiens avec des militants qui ont participé à l'organisation du contre-sommet et de la manifestation (notamment Bernard Dreano, Monique Crinon, Gustave Massiah).

<sup>8</sup> Renaud, dans le court discours qui précède sa prestation sur scène, affirme dans un style qui préfigure la terminologie encore à forger des mouvements de « sans » : « cette année nous devons célébrer les sans-culottes d'hier (...). Et bien nous fêterons ceux d'aujourd'hui : les sans-pains, les sans-travail, les sans-joies, les sans-espoirs, les sans-lumière ».

proches. On trouve ainsi en 1989 les routines de ce que seront ensuite les mouvements altermondialistes : une large coordination d'organisations (dont le noyau central est plus un centre d'initiative aux dimensions restreintes qu'un mouvement de masse), mène une « campagne » de sensibilisation des élites politiques et de l'opinion (impliquant donc de concilier un discours technique et de procédures de montée en généralité) qui mêle l'organisation de débats experts<sup>9</sup>, des témoignages de « victimes » (comme le sommet des sept pays parmi les plus pauvres), et des manifestations de masse à résonance festive (concert<sup>10</sup>). L'ensemble se cristallise autour de la dénonciation de l'illégitimité du G7 et des chefs d'État « des pays les plus riches » (« seigneurs de la guerre, saigneurs des peuples, je ne vous souhaite pas la bienvenue ! » lance Renaud le soir de son concert à la Bastille). La coalition d'organisations qui appellent à manifester en juillet 1989 ou qui rejoignent le Comité *Ca suffat comme ci* ensuite évoque également ce que seront les coordinations altermondialistes ultérieures. D'une part, parce que s'y manifeste déjà l'éclectisme qui sera au principe d'ATTAC ou des groupes d'organisation des contre-sommets (par exemple contre le G8 d'Évian en 2003) ou des Forums sociaux (le FSE 2003 à Saint-Denis). Se côtoient ainsi en 1989 des syndicats (CGT, CFDT, SNES\*, SNE-Sup\*, UNEF\*, SUD-PTT\*)<sup>11</sup>, des associations anti-racistes ou de solidarité avec les travailleurs immigrés (MRAP\*, Sos-Racisme, CIMADE, FASTI), des organisations caritatives (comme Emmaüs international), l'ébauche de ce qui deviendra le mouvement des « sans » (comme l'Association des chômeurs et des précaires, ACP, ou encore le « Comité des mal-logés » qui est, mobilisé autour de la situation des habitants du Foyer Brisson), des mouvements laïques et de défense des droits de l'homme (Ligue des droits de l'homme, Ligue de l'enseignement\*), des groupes d'expertise économique (comme l'ALDEA) et des partis (l'initiative de la manifestation de juillet 1989 revient, notamment, à la LCR, rapidement rejointe par le PCF, le PSU, l'AREV, plusieurs personnalités des Verts et des groupes libertaires)<sup>12</sup>. Il faut surtout souligner le rôle essentiel joué dans cette mobilisation par les associations de solidarité internationale (comme le CEDETIM\*, Agir Ici\* ou l'AITEC\*) qui constituent le noyau central des organisateurs et assurent la coordination des événements, nous y reviendrons.

#### *Le contexte d'une mobilisation : la Révolution, le président et la « gauche de la gauche ».*

Les campagnes contre la dette qui s'amorcent en 1989 font donc figure d'événements précurseurs à la fois parce qu'elles promeuvent un cadrage du problème de la dette qui esquisse une critique de la mondialisation, mais aussi, et surtout, parce que s'ébauche une configuration d'acteurs et de modes d'action qui constituera ensuite l'infrastructure de l'altermondialisme.

Pour comprendre les conditions dans lesquelles s'est cristallisée cette « configuration d'action collective », il faut d'abord examiner les caractéristiques du contexte politique et institutionnel qui facilita l'éclosion d'une telle coalition contestataire sur le thème de la dette. La contestation de la gauche au pouvoir et de ce qui est dénoncé à l'époque comme les « fastes du mitterrandisme » constitue, en effet, à la fin des années 1980 une opportunité politique permettant de rallier une nébuleuse disparate d'organisations à une initiative commune : réaffirmer l'idéal révolutionnaire d'égalité et de fraternité contre la raison d'État et la raison économique.

Le cadre descriptif qui domine les compte-rendus de presse des manifestations de 1989 met en effet en avant l'importance des jeux autour de la référence révolutionnaire : le « tiers-état d'aujourd'hui c'est le tiers-monde » reprend ainsi Le Monde (11-07-89), qui

---

<sup>9</sup> Le modèle du TOES préfigurant à la fois le format des contre-sommets et celui des Forums sociaux.

<sup>10</sup> Manu Chao a remplacé Renaud...

<sup>11</sup> Les organisations marquées d'un astérisque sont celles qui participeront dix ans plus tard à la création d'ATTAC. De ce point de vue, et s'agissant de syndicats, il faut remarquer que si la CGT et la CFDT ne participent pas en tant que confédérations à la constitution d'ATTAC, plusieurs fédérations professionnelles de ces deux confédérations sont « membres fondateurs » d'ATTAC.

<sup>12</sup> L'absence revendiquée des structures partisans dans l'altermondialisme des années 1990 ne doit pas leurrer : les militants des partis tiennent, évidemment, une place centrale dans l'organisation des événements altermondialistes et c'est dans cette frange de « la gauche de la gauche » (du PCF à la LCR, en passant par les Verts, les libertaires, etc.) que se recrutent toujours les altermondialistes les plus actifs.

salut « la fête des sans-culottes » (ibid.) qui envahissent la place de la Bastille et manifestent leur « fidélité » à l'idéal révolutionnaire. Il faut d'ailleurs souligner l'enthousiasme qui semble saisir la journaliste du *Monde* lorsqu'elle exalte la fusion qu'elle discerne -et annonce dans le même mouvement- entre des luttes hétérogènes, mais partageant à ses yeux une forme de pureté révolutionnaire, qui mêle la classe ouvrière aux affamés du Sud et aux immigrés du Nord : « Les héros sont de retour », écrit ainsi M.-P. Subtil le 11-07-89, « Che Guevara, Sandino, Nelson Mandela, Eloi Machoro. Les Basques, les Kurdes, le Comité de soutien au peuple tibétain, défilent devant la CGT des correcteurs ou les ouvriers de Longwy. En boubou, enfants accrochés dans le dos, des Africaines tapent sur des bidons vides. ». Le spectacle bigarré de la fête invite d'ailleurs au prophétisme, à l'image de J. Ralite qui annonce que l'on vit "une fracture de l'histoire" (ibid.). Si s'esquisse donc cette rhétorique du nouveau et de la régénération de luttes qui caractérisera ensuite le discours des journalistes sur l'altermondialisme, le ton est néanmoins indissociable du contexte de 1989. L'objectif attribué aux organisateurs est, en effet, surtout de fêter « vraiment » ou « autrement » la Révolution, c'est-à-dire contre le G7, contre le faste des célébrations officielles et, ce faisant, contre la gauche au pouvoir. « Les dirigeants du dixième de la planète qui a réussi économiquement ne peuvent pas se contenter de parcourir les rues de Paris, cette semaine, en offrant des brioches aux gueux qui approchent du carrosse », lit-on dans *l'Observer* du 10 juillet.

Cependant, à lire la presse française, la cible privilégiée des manifestants ne semble pas être le G7 mais plutôt celui qui l'organise : F. Mitterrand. Dès l'annonce de l'initiative de la manifestation et du concert, *Le Monde* (13-06-89) soulignait que : « Tonton a dû être quelque peu courroucé de voir son soutien d'hier (Renaud) signer un dessin où les trois oiseaux tricolores de Folon, emblème officiel du Bicentenaire, deviennent... trois bombardiers. ». Le compte-rendu de la manifestation souligne fortement cette dimension « anti-mitterrandienne » : « Quelques banderoles apostrophent, plus ou moins violemment, le président " qui ripaille avec les riches ". " Mitterrand, c'est fini le temps des colonies ", affiche la LCR alors que, non loin des ravageurs "sans cravate ", le ton est au "baston" : " Mitterrand, larbin du FMI, casse-toi, tu pues, et marche à l'ombre ! » (...) on apercevra un " Génération Mitterrand ", mais, au fil de la journée, les vautours de Siné, plagiat des gentils oiseaux de Folon pour la Mission du Bicentenaire, auront de plus en plus d'adeptes. Avec un programme sans fioritures : " Bicentenaire, mon cul !" » (*Le Monde* du 11-07-89).

Si le cadrage par la presse de l'événement se structure donc autour de la dénonciation du mitterrandisme, c'est que la mobilisation inaugure une nouvelle ligne de partage au sein de la gauche, qui associe, au-delà des clivages classiques entre le parti communiste et l'extrême gauche trotskiste, ce qui est déjà nommé « la gauche de la gauche » : « Image d'un compromis modeste, mais historique, à l'échelle de la " gauche de la gauche " : militants communistes et d'extrême gauche avancent au coude à coude, protégeant une première ligne où Maxime Gremetz du bureau politique du PCF, côtoie Alain Krivine de celui de la LCR, qui lui-même donne le bras à l'évêque d'Evreux, Mgr Jacques Gaillot » (*Le Monde* du 11-07-89). Cette reconfiguration qui associe militants communistes, trotskistes (mais aussi les écologistes curieusement absents de ce compte-rendu<sup>13</sup>) et la fraction la plus progressiste de l'église catholique constitue effectivement un phénomène majeur qui caractérisera ensuite continûment les mobilisations altermondialistes. Si cette nouvelle partition de l'espace politique semble être devenue une catégorie routinière de description de celui-ci aujourd'hui, il faut retrouver l'étonnement des commentateurs des années 1980 pour en mesurer l'importance et la nouveauté : « Avant de quitter cette terre, j'aurai quand même vu les staliniens devenir un groupuscule et défiler derrière les trotskistes », confie le photographe et ex-communiste Elie Kagan au *Monde*. Au-delà de l'acidité du commentaire, c'est la nouveauté de la configuration de forces qui constitue l'infrastructure de la mobilisation qu'il faut comprendre<sup>14</sup>.

---

<sup>13</sup> Les écologistes français sont, il est vrai, plutôt associés à l'Autre sommet, à l'image d'Antoine Waechter qui participe aux débats, mais aussi de J.-L. Benhammias ou d'A. Lipietz.

<sup>14</sup> Si l'initiative du mouvement et la coordination de celui-ci est le fait d'un autre secteur militant (les « tiers-mondistes »), communistes et trotskistes jouent un rôle central dans le succès du défilé de rue : ils apportent non seulement le savoir-faire et le financement pour la manifestation et le concert, mais ils

Les manifestations de 1989 interviennent en effet dans un contexte politique qui favorise une redéfinition des alliances partisans au sein de la gauche. Ce contexte est d'abord caractérisé par la stratégie d'alliance au centre impulsée par le président F. Mitterrand après sa réélection en 1988 et que manifeste la composition du gouvernement de Michel Rocard (qui accueille des personnalités issues de « la société civile » et d'anciens responsables de la droite centriste –comme Jean-Pierre Soisson qui devient ministre du Travail !). La fin des années 1980 constitue ensuite une période de crise pour le PCF et l'extrême gauche trotskiste. Le PCF, qui a atteint son étiage électoral à l'élection présidentielle de 1988 avec 6,7% des voix, est traversé par une série de dissidences et de défections qui affectent à la fois son ancrage électoral, militant et syndical (Courtois & Lazar, 1995). Au plus fort de cette crise (les élections européennes de 1989 confirment l'affaiblissement électoral du parti), l'un des derniers points d'accord au sein du Parti communiste semble être l'hostilité au PS, au gouvernement de M. Rocard et à sa politique (qui amènera, par exemple, le groupe parlementaire communiste à voter, avec la droite, contre la CSG). La LCR traverse elle aussi une période de crise : affaiblie par des ralliements individuels au PS (comme celui de Julien Dray) et en mal de débouchés électoraux, celle-ci s'était fortement investie dans le soutien à la candidature à l'élection présidentielle de 1988 d'un dissident communiste, Pierre Juquin, qui débouche sur un double échec : électoral (2% au premier tour) et organisationnel (les comités Juquin se délitent rapidement). En période de crise, marquée surtout par des processus de redéfinition des clivages politiques pertinents et des frontières de l'organisation, les deux mouvements se trouvent dans une situation propice pour envisager des actions communes autour d'un objectif : « Ebranler la gauche » (c'est ce qu'affirme A. Krivine lors de la manifestation de juillet 1989).

Or, dans ce contexte spécifique, la question de la dette semble constituer une opportunité d'action particulièrement propice. Enjeu lointain, gommant temporairement les divergences de politique intérieure, impliquant à la fois des slogans familiers aux différents courants du marxisme (l'anti-impérialisme notamment) et neutres (la solidarité, la lutte contre la misère), cette mobilisation peut se décliner sur autant de registres que de groupes participants. L'anti-racisme et la lutte contre l'apartheid, qui sont étroitement associés dans le slogan à l'annulation de la dette, représentent de plus des thèmes particulièrement mobilisateurs, dans un contexte où l'extrême droite constitue le principal pôle d'identification négative pour réaffirmer la consistance de la catégorie de « la gauche ». Il faut de plus souligner que le modèle de l'action solidaire à distance constitue à ce moment une forme d'engagement perçue comme attractive, notamment, pour les jeunes. Le succès de l'action humanitaire, mais plus largement, l'écho médiatique des grandes campagnes de solidarité à l'égard du tiers-monde, en particulier celles qui mobilisent des rock-stars anglo-saxonnes (du concert du Band Aid à la campagne que mène le chanteur Sting pour les indiens d'Amazonie) semblent avoir contribué à instituer la solidarité internationale en forme « moderne » et donc « attractive » d'action. Dans un contexte de crise du recrutement pour les partis de gauche, en particulier chez les jeunes, alors que les mobilisations étudiantes de 1986-1987 ont montré l'importance d'un tel potentiel protestataire, la contre-célébration du bi-centenaire représente aux yeux des dirigeants de la LCR et du PCF une occasion particulièrement propice pour regagner une audience et plus largement pour s'instituer en principale alternative aux logiques de la gauche de gouvernement.

***Aux origines du contre-sommet : le CEDETIM ou le rôle clef d'une organisation ressource.***

Si le contexte politique de 1989 est donc essentiel, il serait cependant trompeur de penser la mobilisation anti-dette sur le modèle d'une éruption spontanée seulement focalisée par la critique du pouvoir socialiste et quelques éléments de « contexte politique ». Si les évolutions du champ politique français à la fin des années 1980 permettent à cette mobilisation de prendre une telle ampleur, les thématiques et les formes d'action qui s'y déploient ne peuvent être analysées comme des inventions du moment, ou comme de simples prétextes à une protestation visant en réalité un autre

---

contribuent aussi à la mobilisation des soutiens. Il faut ainsi souligner la forte présence des organisations à référence communiste (CGT, MRAP, etc.) qui contribue au succès du mouvement.



objet. Pour comprendre comment une nouvelle cause comme l'annulation de la dette et le répertoire d'actions qui y est associé se sont forgées, il faut se pencher sur ceux qui s'en font les promoteurs. L'origine de la mobilisation renvoie en effet à l'activisme d'un noyau de militants (lié au secteur de la « solidarité internationale ») qui fournissent en 1989 à la fois le « cadrage » dans lequel est énoncé le problème de la dette et le répertoire d'actions sur lequel s'est déployé la mobilisation (le modèle du contre-sommet qui s'est développé dans d'autres pays européens ou encore le principe d'une mobilisation secondaire, fondé sur une large coordination d'organisations).

Ces militants peuvent être identifiées à une organisation : le CEDETIM (Centre d'études et d'initiatives de solidarités internationales). Mouvement emblématique de l'anti-impérialisme en France, c'est en effet le CEDETIM qui a été à l'origine du projet de contre-sommet. C'est, dans un numéro de décembre 1988 (n°43) du *Bulletin du CEDETIM* (journal interne de l'organisation) qu'est publié le premier appel à l'organisation du TOES qui est présenté comme un « contre-sommet (...) visant à démontrer les dysfonctionnements du système dominant », à « délimiter le pouvoir des experts » et à susciter des « propositions pour d'autres modes de développement ». « Ce sommet », précise le *Bulletin du CEDETIM*, « n'a pas la prétention de fonder une alternative mais offre à l'ensemble des mouvements, expériences et travaux allant dans ce sens, une opportunité médiatique internationale et une occasion de rencontre entre réseaux. » Cette initiative, trouve en fait son origine dans la mobilisation qui s'est déroulée quelques mois plus tôt (en septembre) à Berlin à l'occasion de l'assemblée générale de la FMI et de la Banque mondiale (Gerhards et Rucht, 1992)<sup>15</sup>. Le CEDETIM est l'un des principaux vecteurs de l'importation du modèle de mobilisation qui s'est déroulé à Berlin. L'association qui s'était engagée depuis le milieu des années 1980 une campagne d'action sur la dette et qui appartient à des réseaux de mobilisation internationaux<sup>16</sup>, a en effet participé à Berlin à la session du Tribunal permanent des peuples mettant en cause le FMI et la Banque mondiale (G. Massiah, l'un des dirigeants du CEDETIM, est le procureur de ce tribunal, il intervient en compagnie de S. George qui n'est pas membre du CEDETIM mais proche de l'association). Dès leur retour à Paris, les militants du CEDETIM manifestent leur enthousiasme pour ce qui s'est passé à Berlin : il y a « matière à réflexion » écrit, par exemple Bernard Dreano pour le « petit groupe français qui y a participé autour du CEDETIM (...) Il faut réfléchir à la manière « d'élargir notre cadre de travail (puisque) la question de la dette paraît s'articuler naturellement avec les grands thèmes de mobilisation de ces dernières années en RFA : désarmement, écologie, droit de l'homme »<sup>17</sup>.

Au-delà de ce rôle d'importateur, le CEDETIM constitue ensuite l'une des principales chevilles ouvrières des événements de juillet 1989. C'est en effet le CEDETIM qui prend concrètement en charge (avec la collaboration de l'ALDEA, groupe d'économistes alternatifs initialement contactés par les militants anglais du TOES), l'organisation du TOES et du Sommet des 7 peuples parmi les plus pauvres : l'association recrute pour cela un salarié, J.-M. Fardeau, qui vient de créer l'association Agir ici (qui sera ensuite à l'origine de nombreuses campagnes pour la réforme des Institutions financières internationales ou pour le contrôle de l'OMC). Mais le rôle du CEDETIM ne se limite pas à l'Autre sommet. Le projet d'une manifestation de rue et d'un concert, est en effet né après l'annonce de la préparation du contre-sommet. Émanant de l'écrivain G. Perrault et de la LCR, elle intervient initialement comme une initiative concurrente du contre-sommet (un article du

---

<sup>15</sup> Organisé par plusieurs dizaines d'organisations (partis, syndicats, associations) le contre-sommet de Berlin (dont la grande manifestation réunit plusieurs dizaines de milliers de personnes) constitua, sans doute, la première mobilisation de masse contre les Institutions financières internationales.

<sup>16</sup> Les principaux dirigeants du CEDETIM sont en effet membres de la Ligue internationale pour la libération et le droit des Peuples, organisation créée dans les années 1970 par l'italien Lelio Basso, qui fédère des organisations nationales et des personnalités (la LIDL est, par exemple, présidée au cours des années 1980 par l'argentin Adolfo Perez Esquivel) autour, notamment, d'un Tribunal fondé sur le principe du tribunal Russell, visant à défendre les « peuples » contre les grandes puissances impérialistes.

<sup>17</sup> *Bulletin du CEDETIM*, n°42, septembre 1988.

Monde portant sur le contre-sommet stigmatise ainsi la « tentative de récupération » et les « réflexes inchangés » des « vieux soixante-huitards », *Le Monde* 11 juillet 1989). Pourtant, la manifestation et le concert sont rapidement intégrés aux autres initiatives et ce justement à travers le rôle de coordinateur que joue le CEDETIM. C'est ainsi dans les locaux du CEDETIM (rue de Nanteuil) que se réunit le secrétariat d'organisation de la manifestation. C'est également une militante du CEDETIM (A. Capron) qui assure le secrétariat du comité d'organisation de cette manifestation (c'est d'ailleurs dans les archives du CEDETIM qu'on retrouve les compte-rendus des réunions de préparation de la manifestation et du concert). Si les partis furent les acteurs les plus visibles de la manifestation, le centre de coordination que constitue le CEDETIM joue néanmoins un rôle déterminant, notamment parce qu'il est susceptible de constituer un lieu neutre, reconnu par tous et disposant du savoir faire nécessaire, pour assurer la gestion du collectif et la cohérence de l'ensemble.

### **De la décolonisation à la dette du tiers-monde : recompositions du champ de la solidarité internationale et genèse d'un discours altermondialiste.**

Pour comprendre comment une organisation, pourtant de taille modeste, comme le CEDETIM, a pu jouer ce rôle de coordination et d'impulsion, il faut se pencher sur son histoire, au cours de laquelle se sont accumulés les ressources et les savoir-faire qui sont mobilisés en 1989. Le double rôle joué par le Centre à ce moment (manifestation et contre-sommet) reflète en effet sa double insertion, à la fois dans les milieux de l'extrême gauche et dans ceux du « développement ». Cette position intersticielle permet ainsi aux militants du CEDETIM d'articuler deux mobilisations aux ressorts sociaux et aux ancrages politiques dissemblables et de jouer un rôle de médiation entre ces deux univers (l'extrême gauche radicale, les milieux du développement marqués à la fois par un ancrage confessionnel et par une reconnaissance institutionnelle forte) dont la coexistence représente une singularité du mouvement altermondialiste contemporain<sup>18</sup>. De ce fait, l'histoire du CEDETIM est une double histoire : celle des transformations qui affectent les mouvements liés au PSU dans l'après 1970 ; celle des recompositions qui affectent le champ du « tiers-mondisme », secteur né au moment de la décolonisation et qui se reconfigure au cours de la décennie 1980 sous un nouveau label, celui de la « solidarité internationale ». C'est en reconstituant ces histoires qu'on peut saisir la logique des événements de 1989, mais aussi et plus largement les racines du mouvement altermondialiste tel qu'il se développe dans la décennie suivante.

#### ***Des « Pieds-rouges » aux Comités Chili***

L'histoire du CEDETIM remonte à la décolonisation et aux dissidences qui marquèrent les partis de gauche au moment de la guerre d'Algérie. Le CEDETIM (initialement Centre socialiste d'études et de documentation sur le tiers-monde) est créé entre 1965 et 1967 par des militants proches du PSU (dont Manuel Bridier et Gustave Massiah)<sup>19</sup>. Le centre vise d'abord à fédérer, autour d'un combat anti-impérialiste, ceux qui s'appellent eux-mêmes les « pieds-rouges », c'est-à-dire des coopérants, militants de gauche ou d'extrême gauche, souvent trotskistes, investis dans les luttes anti-coloniales, qui exportèrent après la décolonisation leur savoir faire pour contribuer à l'émancipation des ex-colonies de l'ex-Empire français<sup>20</sup>. Le CEDETIM se constitue donc en centre de liaison pour des coopérants disséminés dans le monde mais aussi « centre de réflexion » sur le

---

<sup>18</sup> Une des particularité de ces mobilisations est, non seulement, qu'elles associent marxistes et chrétiens, mais aussi des ONG partenaires des pouvoirs publics ou des organisations internationales et des groupes dénonçant au contraire violemment les politiques publiques nationales ou internationales.

<sup>19</sup> L'essentiel des informations proviennent de l'exploration des archives du CEDETIM et d'entretiens avec ses animateurs. Pour quelques éléments d'histoire du CEDETIM, voir aussi : Massiah 1996.

<sup>20</sup> L'itinéraire biographique de Gustave Massiah, illustre bien la logique de cet engagement. Né en Egypte dans une famille immigrée (son père est italien), sa scolarité se déroule au Lycée français du Caire avant de venir à Paris poursuivre ses études. Il intègre l'École des Mines entre 1959 et 1962, puis l'ENSAE jusqu'en 1964. Durant cette période, il fréquente des groupes militants d'extrême gauche et participe à de réseaux de soutien au FLN. À l'occasion de son service militaire, il parvient à se faire détacher en coopération et part au Sénégal pendant deux ans. C'est à son retour en France qu'il participe à la création du CEDETIM.

« tiers-monde » et le « sous-développement »<sup>21</sup>. On trouve, dès cette période le souci d'articuler le discours militant à la fois à un savoir expert et à des pratiques professionnelles. Le bulletin de liaison prend une forme très pédagogique : les articles ressemblent à des synthèses de cours, précis et documentés (chiffres, tableaux) qui se veulent à la fois engagés et informatifs, sur des thèmes qui sont des préoccupations professionnelles potentielles des coopérants<sup>22</sup>. Après 1968, le durcissement de la répression contre les militants de gauche de certaines ex-colonies perturbe cependant fortement le fonctionnement du centre qui en vient même à dissoudre l'essentiel de ses groupes à l'étranger<sup>23</sup>. Les effectifs se réduisent alors considérablement (il ne subsiste plus que quelques dizaines de personnes) et le CEDETIM devient (entre 1968 et 1971) « l'équivalent de la commission internationale du PSU » (G. Massiah, entretien).

Cette insertion dans le PSU constitue une phase essentielle de l'histoire de l'association, notamment pour comprendre son rôle dans les années 1980 et 1990. D'abord, parce que la direction du CEDETIM rejette le modèle qui se cristallise à cette période de l'aide au développement, tel que l'incarnent les tiers-mondistes chrétiens ou ceux qui deviendront les humanitaires : « Tout le début de l'année 68, est très marqué par le débat sur la place du tiers-monde monde et c'est là que se fait pour nous une rupture assez forte entre, avec ce qui va devenir les humanitaires après et avec le tiers-mondisme...des catholiques qui développent l'idée de travail local, de petits projets, etc. Et nous nous défendons une idée plus politiste, ... Nous, nous parlons de luttes des classes, de Révolution mondiale ... Enfin, nous les accusons d'être des *localistes-basistes* (rires) » (G. Massiah, entretien). Ensuite, parce que se nouent à ce moment des liens entre les dirigeants du CEDETIM et d'autres militants qui seront réactivés au cours des années 1980 et 1990, justement dans la dynamique de constitution du mouvement altermondialiste (par exemple avec le mouvement paysan en général et la Confédération paysanne en particulier, par l'intermédiaire de Bernard Lambert). Enfin, parce que l'éclatement au début des années 1970 du PSU conduisit les militants internationalistes à occuper une position qui restera dès lors pour beaucoup à l'écart des grandes organisations partisans. En 1971, l'essentiel des animateurs du centre, en conflit avec la tendance rocardienne devenant majoritaire, quittent le PSU. Certains participent à la tentative de création par les leaders du courant 5 (B. Lambert, H. Leclerc) du mouvement Paysans-travailleurs. L'échec de cette organisation va signifier pour eux un repli sur le CEDETIM devenu une structure autonome, mais perdant de ce fait une grande partie de ses ressources. D'autres poursuivent l'engagement dans différentes structures partisans (des maos au PS...), le CEDETIM devenant une sorte de centre de liaison multiorganisationnel. Le Centre, qui change d'ailleurs de nom (en 1974, pour devenir Centre d'études anti-impérialistes), participe aux grands mouvements qui mobilisent l'extrême gauche à cette période (le Larzac, Lipp) et recrute ainsi de jeunes militants (comme Bernard Dreano, François Gèze ; S. Humberstelt, ou Monique Crinon) venus des divers horizons de l'extrême gauche, mais que fédèrent une préoccupation commune pour l'international (souvent liée à une expérience de voyages ou de résidence dans le « tiers-monde »). Le CEDETIM participe surtout à la constitution en 1973 des Comités Chili qui réunissent jusqu'à 20 000 personnes et qui fonctionnent comme un réseau d'organisations (de nombreux partis de gauche et d'extrême gauche adhèrent aux comités ; le CEDETIM en assure la direction et la coordination de 1973 à 1976). L'expérience des Comités est sans doute décisive car elle apprend aux dirigeants du Centre qu'une petite organisation, aux ressources faibles, peut coordonner un mouvement de masse, si celui-ci s'appuie sur la mise en réseau de grandes organisations. Les années 1970 constituent, en ce sens, une période d'innovation organisationnelle pour ces militants qui apprennent à gérer une pénurie chronique de ressources et la labilité des appartenances de leurs membres aux positions multiples. C'est ainsi que se développent des formes d'action qui seront ensuite au principe du fonctionnement des collectifs altermondialistes (souvent présentées d'ailleurs comme de radicales innovations de ce

---

<sup>21</sup> Ce sont les termes utilisés dans le premier *Bulletin de liaison du CEDETIM*, n°1, 1967.

<sup>22</sup> Par exemple : « Monnaies et matières premières », « Qu'est-ce que le tiers-monde ? », « Formation et développement », etc.

<sup>23</sup> Les dirigeants parisiens décident de brûler le fichier des adhérents étrangers par crainte de la répression.

mouvement...). À l'opposé du modèle centralisé des grands partis, le CEDETIM fonctionne sur la base d'un « collectif », ouvert à tous les membres, qui se réunit chaque vendredi de la semaine, pour prendre les décisions d'action. La pratique du vote disparaît et le bureau n'a pratiquement plus de responsabilités : « au collectif, voter c'était idiot, puisqu'on ne savait pas qui venait et qui ne venait pas. Il n'y avait pas de représentation. On discute donc, on décide, et ceux qui sont convaincus appliquent. Cela fonctionne bien, mais il faut dire aussi qu'il n'y avait pas de vrais enjeux de pouvoir » (Massiah, 1996). De la même manière, la pénurie de ressources matérielles amène les responsables du centre à imaginer de montages innovants : en lançant une souscription auprès des militants de gauche, les animateurs du CEDETIM constituent une SCI qui permet d'acquérir un immeuble, rue de Nanteuil, dans le 17<sup>e</sup>, qui héberge le CEDETIM mais aussi de nombreuses associations et comités de soutien (des comités Larzac aux nombreux comités de libérations nationales), ce qui génère parfois de vifs conflits internes<sup>24</sup>. Le Centre crée parallèlement une imprimerie (« l'Internationale ») et un centre de diffusion de publications (*Diffusion populaire*). C'est donc paradoxalement la pénurie de ressources et la nécessité de gérer cette pénurie qui contribue à la professionnalisation du Centre qui devient un « pôle de services » pour des petits groupes en lutte (comités de réfugiés, groupes de libération nationale en lutte, associations radicales et/ou libertaires, etc.), ce que G. Massiah résume plus crûment en affirmant : « nous étions la bonne à tout faire des comités » (Massiah, 1996). Cette même pénurie de ressource et de personnel (le CEDETIM n'a pas les moyens de financer un permanent) qui conduira à l'usage innovant du minitel dans la décennie quatre-vingt (le 3615 ALTERNATIK) pour remplacer les devenus trop coûteux bulletins de liaison, ce qui préfigure largement les usages militants de l'Internet ensuite<sup>25</sup>.

L'histoire de l'organisation jusqu'au milieu des années 1970 permet, donc, de saisir selon quelles logiques les ressources mobilisées en 1989 ont été progressivement accumulées. On perçoit ainsi comment le CEDETIM, qui représente un lieu neutre de coopération offrant des « services » à des groupes très divers, s'est progressivement constitué en partenaire familier pour les partis et les organisations qui participeront ensemble à la manifestation de 1989 et ce malgré leurs divergences (en particulier le PCF et la LCR<sup>26</sup>). L'immersion dans un PSU où coexistent ex-SFIO, trotskistes et chrétiens de gauche, les Comités Chili qui réunissent trotskistes, socialistes et communistes, et qui incarnent le modèle d'un front anti-fasciste (référence centrale en 1989 face à la croissance électorale du FN en France), etc. Autant d'éléments qui contribuent à constituer le CEDETIM en médiateur idéal de la mobilisation. Le fort investissement dans les luttes de libération nationale et l'engagement international (notamment par l'intermédiaire de la Ligue pour le droit et la libération des peuples) constitue de plus une dimension essentielle, puisque c'est le CEDETIM qui va contacter et faire venir les participants au Sommet des 7 peuples parmi les plus pauvres.

### ***Recomposition du champ : de l'anti-impérialisme à la « solidarité internationale »***

Le tournant des années 1980 constitue cependant période de mutation pour le CEDETIM, qui ouvre une deuxième séquence de son histoire. Cette évolution se manifeste, notamment, par un nouveau changement de nom (au milieu des années 1980) : le CEDETIM devient : le Centre d'études et d'Initiatives de Solidarité internationale-CEDETIM. Cette modification, qui marque l'abandon de la référence anti-impérialiste au profit du label « solidarité internationale », n'est pas de l'ordre du symbolique : elle reflète une transformation profonde des objectifs et des modalités d'action du mouvement et plus largement une recomposition du champ de l'aide au tiers-monde en France. Or,

---

<sup>24</sup> L'association héberge ainsi des groupes d'activistes issus d'une même communauté de réfugiés, mais s'opposant radicalement sur leurs choix politiques. Ces conflits dégénèrent parfois en affrontements violents (comme ceux qui opposèrent les différentes associations d'étudiants iraniens en exil, hébergés rue de Nanteuil).

<sup>25</sup> En 1989 à l'occasion du contre-sommet, un service minitel est ainsi mis en place (3615 ALTER\*TOES) pour diffuser à moindre coût de l'information sur le sommet et coordonner les actions.

<sup>26</sup> L'existence d'un « lieu neutre » de coordination comme le CEDETIM était une condition indispensable à ce que des formations concurrentes comme le PCF et la LCR puissent collaborer

c'est dans le cadre de ces recompositions qu'émerge le thème de la dette comme objet de mobilisation expert et comme sujet de travail et de mobilisation pour le CEDETIM.

La décennie 1980 est marquée par profond processus de redéfinition des rapports de force au sein de l'espace des associations spécialisées dans l'aide au tiers-monde<sup>27</sup>. Le secteur du développement international peut en effet être analysé comme un champ<sup>28</sup>, c'est-à-dire comme un ensemble de relations de concurrence et de coopération, évoluant dans le temps, entre organisations dont la structure générale permet de comprendre la logique des positions, et des prises de positions, de chacun. Si dans les années 60 et 70 ce champ est clairement structuré autour de deux pôles antagonistes, l'un anti-impérialiste d'inspiration marxiste, qu'incarne le CEDETIM, l'autre humaniste et chrétien, qu'incarne par exemple le CCFD (Comité catholique contre la fin dans le monde), une série d'évolutions structurelles contribue à une re-polarisation au cours des années 1980. Dans le contexte du début des années 1980, le CEDETIM se rapproche en effet progressivement des groupes d'aide au développement à référence confessionnelle. Comme le souligne G. Massiah (entretien) : « les tiers-mondistes avaient évolué et nous aussi on avait évolué : ils étaient moins localistes... surtout leur direction. Le CCFD, Terre des hommes, Peuple solidaire, enfin il y en avait beaucoup, qui étaient proche du CEDETIM d'une certaine façon, enfin bon c'était la même génération culturelle en quelque sorte et nous aussi nous avons appris avec l'Algérie : nous avons presque tous été des soutiens forts du FLN et bon, évidemment ... nous avons rompu avec l'État FLN. Nous avons une analyse (...) qui nous avait amené à prendre du champ et à nous rapprocher de l'idée des pratiques locales... donc, il y avait un vrai rapprochement qui était vraiment très fort. ».

Ce rapprochement se réalise notamment par l'entrée au CRID (instance de coordination de groupes à référence confessionnelle) de quelques dirigeants du CEDETIM via la création d'une fédération de centre de documentation tiers-monde (RITIMO). Il se concrétise en 1991 par l'accès d'une responsable du CEDETIM (S. Humperselt) à la présidence du CRID (1991-1998)<sup>29</sup>.

---

<sup>27</sup> Sur le mouvement « tiers-mondiste » et les ONG à référence confessionnelle, voir : Hours, 1998 ; Condamines, 1989 ; Liauzu, 1987 ; Ryfman, 1998.

<sup>28</sup> La notion de champ est, bien sûr, entendue au sens où la définit P. Bourdieu. Celle-ci permet de régler, en en montrant la faible portée, le débat sur l'unité ou la diversité du « tiers-mondisme », qui occupe parfois les chercheurs sur la question. Celui-ci n'a en effet guère de sens, si on considère que les associations tiers-mondistes, anti-impérialistes ou humanitaires participent à un même espace de relation et de concurrence, dont découlent les différences et des stratégies de différenciations produites par la logique même des affrontements au sein de cet espace.

<sup>29</sup> Fondé entre 1982 et 1985 le Réseau RITIMO (Réseau d'information sur le tiers-monde) fédère des centres de documentation, soit issus de la mouvance anti-impérialiste, soit tiers-mondiste à référence confessionnelle (en particulier la CIMADE). Le CEDETIM y participe à travers une association « interface » créée pour l'occasion (le CEDILDEP, centre de documentation internationale pour le développement et la libération des peuples, fondé en 1981) qui co-gère RITIMO. RITIMO sera la structure qui va permettre aux militants « anti-impérialistes » d'intégrer le CRID (ce qui aurait été impossible pour le CEDETIM trop marqué politiquement) : le réseau RITIMO devient, dès sa création, membre du CRID et les responsables du CEDILDEP qui dirigent RITIMO accèdent à la direction du CRID (S. Humperselt, fondatrice de l'AITEC, militante du CEDETIM, permanente du CEDILDEP à sa création, sera présidente de RITIMO puis du CRID de 1991 à 1998).

**LE CRID**

Fondé en 1976, le CRID (Centre de recherche et d'information sur le développement) est une structure de coopération entre mouvements chrétiens d'aide ou développement ou d'information sur le développement. Parmi les huit associations fondatrices du CRID, on trouve, notamment, la Cimade (Association protestante d'aide aux migrants), l'IRFED (Institut international de formation et de recherche en vue du développement harmonisé, fondée en 1958-1960 par un prêtre militant du développement, le père Lebret), l'IRAMM (l'Institut de recherche et d'application des méthodes de développement, fondé en 1957, et qui se spécialise dans les questions relatives au développement rural), le CCFD (le Comité catholique contre la faim et pour le développement, créé en 1961 par l'épiscopat français) ou encore Frères des hommes (fondé en 1965 par Armand Marquiset). Le CRID va cependant progressivement diversifier son ancrage, accueillant au début des années 1980 des groupes sans référence religieuse –comme l'association Solagral (association de réflexion créée en 1980 sur les questions de solidarité alimentaire).

Si l'histoire du CRID, qui reste à faire, ne peut être abordée ici, on peut néanmoins en souligner quelques traits marquants. Le premier est la complexité des rapports que cette structure entretient avec les pouvoirs publics. Le CRID est en effet, initialement, le fruit d'une initiative des pouvoirs publics français eux-même (et non la génération spontanée d'une société civile auto-organisée...). C'est le ministre de la coopération (Pierre Abelin) qui lance en 1975 l'idée d'un tel regroupement d'associations d'aide, notamment pour faciliter l'octroi d'une aide publique. Le remplacement de Pierre Abelin (d'abord, mi-1976, par Jean de Lipkovsky, puis, début 1977, par Robert Galley) change cependant radicalement la situation : la nouvelle équipe ministérielle paraît peu empressée de financer le CRID qui ne reçoit pas les subventions promises et doit chercher d'autres sources de financements. Privé de l'audience de pouvoirs publics, le CRID développe alors une critique assez vive de la politique française de coopération. Le Centre se tourne surtout vers les instances internationales, à la fois pour y chercher des partenariats et des financements (notamment la CEE). C'est dans ce cadre que le CRID intègre une fédération internationale, l'ICDA (International coalition for development action qui recrute essentiellement ses membres dans les ONGs de développement des pays du Nord de l'Europe –on y trouve Oxfam, des ONGs confessionnelles des pays scandinaves, etc.) qui lui ouvre les portes des réunions internationales notamment celles de l'ONU sur les rapports Nord-Sud).

La situation change en 1981. L'arrivée de la gauche au pouvoir renouvelle la politique de développement et contribue à une ouverture nouvelle à l'égard des ONGs issues de la tradition tiers-mondiste. La création du COCODEV (Commission Coopération Développement mise en place entre 1982 et 1984) constitue ainsi une opportunité pour les ONGs de renouer des liens avec les pouvoirs publics. Les militants des associations du CRID investissent fortement la nouvelle structure. Du coup le CRID semble lui-même marquer le pas. Manquant de ressources (un secrétariat à temps partiel), son activité semble faible (à l'exception de quelques colloques) entre 1981 et 1987. Cette crise de l'institution est renforcée par la méfiance que manifestent les membres du CRID eux-même à l'égard de cette fédération. Le rapport de 1986, traduit bien cette interrogation : les dirigeants des associations membres s'interrogent ainsi sur la fonction de ce CRID qui ne doit pas « empiéter sur l'activité de ces membres » tout en valorisant ceux-ci. Plusieurs échecs (dont le projet d'organiser une grande soirée télévisée de recueil de fonds) renforcent la crise que traverse le CRID à cette période. En 1986, plusieurs dirigeants du CRID (dont J.-M. Hatton, qui co-préside le Centre au nom de Terre des Hommes), proposent une réforme des statuts faisant le pari d'un possible développement de l'association. Il est prévu d'instituer un poste de permanent « délégué général » chargé de chercher des financements et de participer au développement de la structure. La réforme est entérinée et le poste de permanent est occupé par J.-M. Hatton lui-même (un nouveau président est désigné : Michel Faucon de Peuples solidaires) qui multiplie les initiatives pour favoriser la croissance du CRID. C'est, en particulier l'ouverture à de nouvelles associations (comme l'Institut Belleville, qui développe une pratique d'aide au développement au sein de la CFTD) ou encore le début de nouvelles campagnes comme celles menées, justement, sur la question de la dette.

Pour comprendre l'émergence d'un pôle de la solidarité internationale, regroupant les ex-tiers-mondistes et les ex-anti-impérialistes, il faut d'abord souligner l'influence des facteurs structurels qui affectent le champ du développement dans les années 1980. Cet espace est en effet marqué par une évolution majeure : l'affirmation du primat des « humanitaires », en particulier les associations médicales d'urgence, qui contribuent à redessiner les clivages qui ne se définissent plus par rapport à des facteurs idéologiques (marxistes contre chrétiens) mais sur des critères pratiques : « urgentistes » contre « développementalistes ». Dans ce cadre, les fractions auparavant en concurrence (tiers-mondistes chrétiens et anti-impérialistes marxistes) se trouvent, d'une certaine manière

malgré elles, prises dans un processus de rapprochement. D'une part parce que s'affirment de nouveaux principes de regroupement au sein de cet espace : le CRID et le CEDETIM partagent une pratique du « développement », fondée sur l'importance accordée aux processus de longue durée et aux facteurs globaux –économie, environnement- qui s'oppose aux pratiques d'urgence des associations médicales. D'autre part, et surtout, parce que tiers-mondistes et anti-impérialistes partagent désormais un trait et un adversaire commun : ils occupent une position *d'outsiders* aux ressources dévaluées dans un espace où les « humanitaires » monopolisent les ressources. Les humanitaires focalisent en effet l'attention médiatique, ce qui est essentiel dans un secteur où les financements reposent pour une grande partie sur des dons privés et donc sur la notoriété. Pôle d'attraction pour de nouveaux militants (en particulier chez les jeunes) les mouvements humanitaires relèguent ainsi les anti-impérialistes et surtout les tiers-mondistes au rôle de figurants anachroniques et marginaux. L'échec de la tentative de mise en place par le CRID d'une campagne télévisée de recueil de dons au début des années 1980 constitue une manifestation concrète de cette relégation<sup>30</sup>. Cette marginalisation reflète, de plus, la promotion d'un nouveau modèle d'action qui repose sur le principe de la neutralité politique et du désengagement partisan. Le CRID est ainsi l'objet d'une série de mise en cause au cours des années 1980 qui stigmatisent justement une supposée indulgence coupable à l'égard des pays communistes. Le CCFD fait ainsi l'objet, en 1985 d'une série d'articles, notamment du *Figaro*, du *Quotidien de Paris*, ou de *Rivarol*, qui met en cause l'association pour ces choix d'interventions (le CCFD mène par exemple des actions à Cuba) et l'accuse de se faire « l'allié objectif du marxisme » (Condamines, 1989). La création en 1985 par une fraction des dirigeants de Médecins sans frontières, de l'association Libertés sans frontières, redouble cette campagne de mise en cause du tiers-mondisme (un colloque organisé par LSF en 1985 est intitulé : Le tiers-mondisme en question – LSF, 1985), et ce faisant les effets de recomposition liés à l'émergence de l'humanitaire (l'urgence humanitaire étant présentée comme dégagée de toute implication idéologique, alors que le développement est entaché d'un soupçon de parti-pris). L'arrivée de Claude Malhuret, ex-responsable de MSF et de LSF, au Secrétariat d'État aux droits de l'homme, lors de la première cohabitation en 1986, parachève ce processus par lequel les tiers-mondistes sont doublement relégués à une position dévaluée et stigmatisée comme « de gauche », et de ce fait poussés à un rapprochement avec les anti-impérialistes.

Ces derniers sont d'autant plus enclins à un tel rapprochement que le secteur de la gauche radicale, qui constitue leur second espace d'insertion, évolue lui aussi profondément après 1981. Si l'effervescence militante des années 1970 offrait de larges opportunités d'action, la période qui s'ouvre dans la décennie qui suit est en revanche marquée par l'affaiblissement des mobilisations de gauche et d'extrême gauche et des références qui y étaient associées (notamment l'anti-impérialisme). Or une telle conjoncture prive le Centre, devenu un espace de coordination de luttes, d'initiatives à fédérer. Confrontés au délitement du militantisme d'extrême gauche, et pris dans l'évolution de leurs trajectoires biographiques, les animateurs du centre semblent alors renforcer leurs investissements professionnels au détriment des engagements politiques (certains s'investissent dans des bureaux de consultants ; d'autres deviennent chercheurs ou enseignants dans des organismes publics ou para-publics ; certains accèdent après 1981 à des fonctions administratives dans des ministères). Dans ce contexte, le CEDETIM paraît alors se recentrer vers une logique plus pragmatique et plus centrée sur des pratiques d'expertise engagée, qui offrent aux militants de concilier l'évolution de leurs trajectoires professionnelles et la fidélité à l'engagement militant. Le CEDETIM crée ainsi en mai 1983 une nouvelle association, l'AITEC (Association internationale des techniciens, experts et chercheurs), qui regroupe des professionnels de l'expertise internationale (universitaires, consultants intervenant dans le tiers-monde) qui « estiment nécessaire de mettre leur pratique au service de transformations plutôt qu'au maintien de l'ordre

---

<sup>30</sup> Le CRID avait négocié avec FR3 l'organisation d'une soirée télévisée d'appel aux dons qui après de longues négociations ne se réalisera jamais.

existant », et qui refusent « les diktats techniques » (plate-forme de l'AITEC, mai 1983)<sup>31</sup>. Cette réorientation de l'action évidemment le rapprochement avec les « tiers-mondistes » qui valorisent également l'approche pragmatique qui est associée à leurs yeux à l'expertise et aux savoir-faire professionnels (l'une des activités principales du CRID consiste à organiser des colloques sur les questions de développement).

#### *La dette comme nouvelle lutte pour le développement*

C'est à la lumière de ces évolutions qu'il faut comprendre l'intérêt manifesté pour la question de la dette par les militants anti-impérialistes qui seront à l'origine des mobilisations de juillet 1989. Certes la question de la dette (avec la « première crise de la dette »<sup>32</sup>) est placée à ce moment sous les feux de l'actualité internationale, et s'impose à ceux qui s'intéressent aux problèmes internationaux comme un enjeu majeur. Cependant, il serait trompeur de naturaliser l'importance prise par la crise de la dette. Si la dette devient un objet privilégié d'engagement, c'est aussi qu'elle constitue un thème qui résonne avec un timbre particulier dans le contexte de la recomposition du champ des associations de développement.

Il faut d'abord souligner que la dette constitue l'un des principaux terrains d'échanges pratiques entre « anti-impérialistes » et « tiers-mondistes ». La question de la dette se situe en effet à la convergence d'une série d'opportunités de mobilisation pour les deux courants. Le CRID, qui traverse une crise en 1985 et 1986, cherche, sous l'impulsion de son nouveau délégué général, J.-M. Hatton des opportunités d'action qui, contrainte liée à sa structure fédérative, ne redouble pas l'activité des associations membres. Le thème de la dette apparaît de ce point de vue comme un enjeu particulièrement pertinent. D'une part, parce qu'il permet de situer le CRID dans une perspective de réflexion qui n'empiète pas l'action d'aide concrète des associations membres. D'autre part, parce qu'elle permet d'affirmer la vocation internationale de la structure. En cherchant à s'autonomiser de ses composantes, le Centre trouve dans l'espace international une opportunité concrète. Or la dette y constitue justement un thème en pleine expansion. La campagne sur la dette est, ainsi, initialement impulsée par l'ICDA, la coordination internationale d'ONG à laquelle participe le CRID (voir encadré) : lors d'une réunion qui se tient à Bruxelles en décembre 1985, l'ICDA invite ses associations membres à se mobiliser sur la question de la dette dans leurs pays respectifs. Le CRID décide de s'associer à cette campagne.

Cependant, il ne dispose que de peu de ressources propres pour mener une réflexion sur la question de la dette. Alors, dès fin 1986, le nouveau délégué général du CRID, J.-M. Hatton demande le « soutien technique » de l'AITEC pour constituer un groupe de réflexion sur la dette. L'AITEC avait en effet, dès sa création (1983-1985), mis en place un groupe de travail consacré aux institutions financières internationales et à la dette. Ce groupe est composé d'une dizaine de personnes, pour un tiers universitaires-chercheurs et les deux tiers de « praticiens qui suivent, d'une façon plus ou moins directe, les dossiers et qui sont souvent intervenus dans les négociations »<sup>33</sup> (l'un des dirigeants du CEDETIM, qui participe à ce groupe, dirige, par exemple la Caisse centrale de coopération économique ; on y trouve également un ex-ministre d'un pays d'Afrique du Nord qui avait été en charge des négociations avec le FMI). L'AITEC constitue, en effet, un espace qui offre à des experts, parfois contraints professionnellement au silence, la possibilité de valoriser un savoir technique dans une perspective militante (ce qu'ils ne peuvent pas toujours faire dans leur vie professionnelle). Or, la dette constitue justement un thème particulièrement pertinent pour articuler une position experte et une critique des politiques de développement et des rapports Nord-Sud.

---

<sup>31</sup> L'AITEC impulse des groupes de réflexion sur différents thèmes fédérant ses membres (les politiques urbaines, la dette) et promeut une pratique d'audits et de conseils militants (il s'agit de proposer à des États ou à des collectivités locales une expertise qui mêle savoir-faire technique et réflexion politique).

<sup>32</sup> Celle-ci marque toutes les années 1980 ; elle éclate, notamment, lorsque le gouvernement mexicain se déclare, en août 1982, en cessation de paiement.

<sup>33</sup> C'est ainsi qu'est présenté le groupe dans la revue de l'AITEC : *Archimède et Léonard. Les carnets de l'AITEC*, n°1, 1985.



Les logiques propres à chacune des organisations convergent donc au milieu des années 1980 pour faire de la dette un thème pertinent de mobilisation commune. Le succès de ce nouveau terrain de luttes, reflète cependant aussi ensuite la fonctionnalité de ce discours sur la dette dans le contexte de redéfinition des clivages pertinents dans le champ du développement. Celui-ci permet en effet aux différents courants de ce qui va devenir la « solidarité internationale » d'agir sur un terrain qui les distingue des « humanitaires » tout en conservant la polyphonie de leur discours, et donc en garantissant l'autonomie de leurs positions respectives. Contre les humanitaires « urgentistes », la mobilisation autour de la dette permet en effet de construire un contre-discours qui déplace la justification de l'action de la simple assistance au malheureux à la mise en cause des origines de la misère (bref pour passer du registre de la pitié à celui de la « dénonciation » pour reprendre la terminologie de L. Boltanski, 1993). Ce déplacement est évidemment essentiel dans le contexte de délégitimation du tiers-mondisme, puisqu'il permet de refonder les raisons et les justifications de l'action, en élevant l'aide au développement au-dessus d'un simple secours d'urgence. Il offre, de plus d'opposer à la technicité des spécialistes de l'humanitaire (pour l'essentiel des médecins), d'autres formes d'expertise. Si l'image des *French doctors*, nouveaux héros de la science au service de l'humanité, a contribué à décrédibiliser le modèle du coopérant marxiste-révolutionnaire ou du missionnaire catholique, la mue que subissent les tiers-mondistes et les anti-impérialistes dans la décennie quatre-vingt les place justement sur le registre d'une nouvelle expertise rare : l'économie internationale. À lire les productions de l'AITEC ou du CRID entre 1987 et 1991<sup>34</sup>, au vocabulaire très technique et qui répondent la plupart du temps aux exigences des productions universitaires (notes de bas de page, bibliographies en anglais, tableaux de données, etc.) on perçoit comment se construit progressivement contre l'idéal-type du médecin secourant le malheureux, le modèle de l'économiste critique qui est seul en mesure d'analyser les causes du malheur, et donc de les soulager durablement.

Si la dette focalise ce contre discours, c'est cependant, en dernier lieu, aussi parce que ce sujet permet aux différentes sensibilités de ce qui devient le champ de la « solidarité internationale » de conserver son autonomie et la spécificité de son discours. Le traitement de la dette par le CRID, l'AITEC et le CEDETIM, illustre parfaitement la plasticité de ce terrain d'intervention et la manière dont il permet que se jouent des stratégies distinctives entre les nouveaux partenaires. La division du travail se perçoit clairement si on recense les initiatives des uns et des autres sur le sujet : si le CEDETIM (co)organise les événements de 1989, dans lequel le mot d'ordre est « abolissons la dette », le CRID pour sa part organise des colloques (en 1987 et 1990) qui réunissent dans un lieu universitaire (l'université Paris IX-Dauphine) des économistes critiques et des responsables français ou internationaux (représentants de la Banque mondiale, du FMI, etc.) et dont le but est « de dépasser la problématique des équilibres financiers et des ajustements structurels<sup>35</sup>. En ce sens, on peut noter que le réseau qui se constitue autour de la solidarité internationale procède à la fois de la mise en commun de ressources propres (expertise critique pour l'AITEC, accès aux institutions nationales ou internationales pour le CRID), mais aussi et surtout de l'articulation de positions et d'identités qui sont complémentaires mais qui étaient jusqu'alors dissociées. Ce nouveau réseau de positions permet en particulier aux militants du CEDETIM aux identités déchirées entre le radicalisme révolutionnaire et l'excellence professionnelle de concilier ces registres : ils interviennent ainsi en tant qu'experts aux colloques du CRID, en compagnie de représentants des Institutions financières internationales ou du gouvernement français et ce au titre de leur compétence professionnelle (G. Massiah en tant « qu'économiste », M. Bridier, de directeur de la Caisse centrale de coopération économique). Au titre de leurs engagements politiques des années 1960 et 1970, ils coordonnent avec la LCR la manifestation et le concert de Renaud à la Bastille...

---

<sup>34</sup> Le CRID organise deux colloques consacrés à la dette et au développement en 1987 et 1990. L'AITEC publie dans la revue de l'association (Archimède et Léonard, n°1, 1985 et n°2&3, 1986) deux dossiers consacrés au FMI et à la dette.

<sup>35</sup> Présentation du colloque Dette ou financement (septembre 1990),

**Retour vers le futur : de la dette à l'altermondialisme. Filiations et recompositions.**

L'épisode de 1989 semble donc constituer un point de départ décisif, aujourd'hui pourtant oublié, pour les mobilisations prenant en France pour objet une critique de la « mondialisation ». C'est en effet à ce moment que s'esquisse un discours altermondialiste et que s'ébauchent des formes d'actions qui sont devenues des routines du mouvement (notamment la forme du contre-sommet). C'est surtout à cette occasion que se constitue un noyau de militants de la « solidarité internationale » parmi lesquels se recruteront dans la décennie qui suit certains des principaux promoteurs de l'altermondialisme en France<sup>36</sup> : le CEDETIM, l'AITEC et le CRID participent ainsi activement à la naissance d'ATTAC et à sa direction. C'est le CEDETIM qui coordonnera le collectif d'organisations françaises qui fut à l'origine du contre-sommet pour le G8 d'Evian en juin 2003 et c'est le CRID qui pris en charge l'organisation du SPAM (Sommet pour un autre monde) lors de ce même sommet. C'est également au sein de ces organisations que se forge l'une des spécificités de l'altermondialisme qui articule des actions de rue (manifestations, blocages, désobéissance, etc.) à une contre-expertise savante (émanant souvent d'acteurs appartenant aux institutions qui sont au centre de la critique).

Si cette filiation est évidente, elle mérite cependant en conclusion d'être nuancée. Il faut en effet souligner l'éclipse que subit la mobilisation autour de la dette après 1990. Après le succès des manifestations de 1989, plusieurs initiatives furent en effet prises pour tenter de pérenniser cette mobilisation. D'une part, le CEDETIM, Agir ici et la LILDP (Ligue internationale pour la libération et le droit des peuples), mettent en place un Observatoire de la démocratie internationale (c'était l'un des vœux émis à l'issue du Sommet des 7 pays parmi les plus pauvres) qui a vocation à réunir des chercheurs français et étrangers et des représentants d'ONG autour d'une fonction de surveillance des organisations financières internationales<sup>37</sup>. Cet observatoire, dont la forme ressemble fort à ce que seront ensuite les réseaux internationaux de contre-expertise altermondialiste, ne fonctionnera cependant qu'épisodiquement. Si des contacts sont pris avec des universitaires américains à l'occasion du G7 de Houston en 1990, ou avec les économistes anglais de la « *New economic foundation* » pour le G7 de Londres l'année suivante, les activités de l'Observatoire semblent cesser après 1991. La seconde initiative issue de 1989 est la constitution d'un comité « Ca suffat comme ci » qui regroupe les personnalités et les organisations qui avaient participé à la manifestation de 1989. La nouvelle campagne (présentée en janvier 1990 lors d'une conférence de presse organisée à la Ligue des droits de l'homme par G. Perrault)<sup>38</sup> vise, selon ses promoteurs, à renouveler l'expérience de juillet 1989 à chaque nouvelle réunion du G7. Le sommet de juin 1990 à Houston et celui prévu à Londres en 1991 sont des cibles privilégiées. Le comité s'est par ailleurs élargi, puisqu'il rassemble désormais tout le spectre de la gauche : du PCOF au... Parti socialiste qui rejoint le nouveau comité. Cet élargissement ne va cependant pas s'accompagner d'une réelle croissance du mouvement : les manifestations organisées à Paris en juin 1990 et en 1991 pour protester contre les réunions du G7 ne mobilisent plus les foules. L'année 1991 semble en particulier marquer l'essoufflement du mouvement : le comité français organise simplement une réunion débat à Paris (« 6 heures » contre le G7) et envisage de se rendre en masse à Londres pour une grande manifestation européenne (il est envisagé plusieurs centaines de personnes) : les coupons de réservation de car *Eurolines*, retrouvés dans les archives, pour

---

<sup>36</sup> Le CEDETIM, l'AITEC et le CRID constituent des acteurs décisifs de l'altermondialisme dans les années 1990 : ils participent activement à la naissance d'ATTAC et à sa direction. C'est le CEDETIM qui coordonnera le collectif d'organisations qui fut à l'origine du contre-sommet pour le G8 d'Evian en juin 2003 et c'est le CRID qui pris en charge l'organisation du SPAM (Sommet pour un autre monde) lors de ce même sommet.

<sup>37</sup> Cette structure vise à constituer un « observatoire permanent, international et indépendant, des décisions prises par les 7 pays les plus riches et les institutions qu'ils contrôlent (FMI et BM) », Bulletin du CEDETIM, n°50, juillet-août 1989. Les archives de cet observatoire sont conservées au CEDETIM.

<sup>38</sup> La campagne est officiellement coordonnée par l'Association « Toussaint Louverture » hébergée rue de Nanteuil par le CICP et le CEDETIM. G. Perrault semble continuer à être la cheville ouvrière de l'association.

52 personnes<sup>39</sup> incitent cependant à penser que la participation française à la manifestation de Londres ne fut pas le succès escompté... Si le comité semble exister jusqu'en 1994, il ne paraît néanmoins plus réellement actif après 1991.

Alors même que sont posés les jalons que ce que seront les mobilisations ultérieures, la dynamique semble retomber, pour un temps au moins... Comment comprendre le délitement du mouvement que traduisent tant la disparition de *Ca suffat comme ci* que de l'Observatoire de la démocratie internationale ? On peut avancer quelques hypothèses expliquant cette parenthèse, qui permettent aussi, en précisant les conditions d'inhibition temporaire du mouvement, de mieux comprendre les facteurs de son renouveau à partir de 1998.

La première piste renvoie à la dynamique de l'espace politique et protestataire français. En effet, le succès des mobilisations altermondialistes de la fin des années 1990 repose sur la cristallisation autour d'une cause commune d'une partie de la gauche radicale et/ou dissidente (les mouvements de sans, les syndicats SUD notamment) qui trouvent là une cause permettant de re-affirmer une revendication identitaire (être « la gauche de la gauche ») justement au moment où la gauche est au pouvoir (Sommer, 2003). Si en 1989, la gauche est également au pouvoir, le système d'alliance qui se constitue entre une partie du mouvement communiste et de l'extrême gauche, reste néanmoins très instable car fortement concurrentiel. La forte présence des partis dans le comité semble ainsi rapidement dysfonctionnelle<sup>40</sup>. De la même façon, il faut souligner que les mouvements alternatifs de gauche sont encore en gestation et/ou inexistant en 1989 ! De ce point de vue, les évolutions qui affectent l'espace politique français dans la première moitié des années 1990 sont décisives : l'émergence et l'affirmation des mouvements de « sans » (AC, DAL, sans papiers), la constitution d'un pôle syndical alternatif (avec le développement des SUD, mais aussi de la Confédération paysanne), la réaffirmation d'un clivage entre réformistes et radicaux à l'occasion du mouvement de grève de décembre 1995, semblent donc constituer autant de conditions pour que le mouvement prenne son essor. À la fois parce que ces pôles constituent autant de ressources mobilisables (en termes de ressources matérielles, de potentiel de mobilisation, mais aussi et surtout de savoir faire militant<sup>41</sup>) pour le mouvement, mais aussi parce que se consolide ainsi le sentiment d'un entre-soi identitaire (« à gauche ») qui constitue la trame sur laquelle se tisse progressivement la cohérence du mouvement.

Une seconde piste concerne le développement d'une mobilisation à l'échelon international. En effet, ce qui contribue au succès du mouvement à la fin des années 1990, ce sont des mobilisations transnationales, qui sont décrites par les médias, à la fois comme de grandes manifestations, comme des « succès » (c'est Seattle qui a vaincu

---

<sup>39</sup> Les éléments conservés en archives sont peut-être ici partiels et sous-estiment donc éventuellement la participation française. Rien n'indique cependant une mobilisation de masse à l'occasion de ce sommet du G7.

<sup>40</sup> Ces effets dysfonctionnels sont de deux ordres. D'une part, le ralliement du mouvement socialiste (avec d'autres organisations comme Sos-racisme) semble saper l'un des ressorts de la mobilisation qui se fonde, en partie, sur la revendication d'un radicalisme de gauche contre la gauche de gouvernement. Ce ralliement conduit concrètement à la sécession des franges les plus radicales (notamment les libertaires). Il faut ensuite souligner que l'investissement important du PCF dans le comité a dû aussi contribuer au retrait stratégique d'autres formations et notamment de la LCR. Les dirigeants de celle-ci ont, en effet, pu se sentir menacés de perdre le contrôle d'un mouvement dont ils pouvaient pourtant revendiquer la paternité. Parmi les indices de ce fort investissement communiste : on notera l'importance qu'accorde la presse communiste à la conférence de presse du 24 janvier 1990 qui annonce le (re)lancement de la campagne ; ou encore l'hébergement des collectifs locaux de *Ca suffat comme ci* - censé relayer la dynamique localement- par des organisations proches du mouvement communiste (on trouve ainsi dans les adresses de collectifs locaux conservées dans les archives celles d'UL CGT, de sections du MRAP ou du SNES).

<sup>41</sup> Les principaux animateurs de l'altermondialisme, sont, aujourd'hui en France, issus soit des mouvements de « sans », soit de SUD, parfois des deux à la fois. Leur investissement dans le mouvement altermondialiste est rendu possible grâce aux ressources et aux savoir-faire (maîtrise des formes d'action, et notamment des relations avec les médias, insertion dans les réseaux, statut de permanent rémunéré qui leur permet de se consacrer à plein temps à la cause altermondialiste) qu'ils ont accumulé entre 1989 et la fin des années 1990.

l'OMC, dit-on) et surtout comme le reflet d'un phénomène unique et homogène : l'émergence d'une « société civile transnationale ». Dans ce cadre, les mouvements nationaux qui promeuvent une critique de la « mondialisation » peuvent bénéficier du crédit qui est accordé à « un » mouvement transnational perçu et décrit comme un tout cohérent, au-delà de dynamique proprement nationales qui l'alimente. Or cette alchimie du transnational qui brouille et refonde les modalités habituelles de l'évaluation du crédit des mouvements sociaux, ne fonctionne pas encore en 1989. D'une part parce que les schémas de perception et de description ne sont pas encore imposés chez les journalistes français<sup>42</sup>. Il faudrait, en ce sens, refaire l'histoire de la construction de cette catégorie de perception du monde dans les médias français et internationaux, chantiers qui reste à explorer. D'autre part, il faut souligner que ce cadrage journalistique du mouvement reflète aussi la faiblesse des mobilisations internationales entre 1989 et 1999 contre le G7 et/ou les institutions financières internationales. Cette faiblesse manifeste sans doute en partie la rareté des opportunités de contestation qui vont se multiplier dans les années 1990 avec la seconde crise de la dette et l'émergence de nouvelles instances (comme l'OMC). Au-delà de cette explication objectiviste (les protestations reflétant l'existence d'objets à contester), il faut souligner aussi que le développement de coordinations internationales susceptibles de capter des flux protestataires nationaux et d'accréditer l'existence d'« un » mouvement critique de la mondialisation, est récent. Pour saisir cette émergence, il faut suivre une piste (en cours d'exploration) : la campagne internationale pour l'annulation de la dette, « Fifty years is enough », qui se développe sous l'impulsion des mouvements confessionnels transnationaux au début des années 1990. Si cette campagne reste pour un temps invisible (les actions du comité français demeurent très discrètes), c'est pourtant ce qui va relancer à partir de 1994 la mobilisation en France<sup>43</sup>. Cette campagne contribue surtout à plusieurs évolutions décisives pour le mouvement : le renforcement du pôle des ONGs, notamment confessionnelles, qui bénéficie de ressources institutionnelles très importantes et l'ouverture vers de nouveaux réseaux de contre-expertise (notamment anglo-saxons et à travers les écologistes radicaux de *The Ecologist*). En ce sens, si le mouvement demeure souterrain en France, il s'étend dans l'espace international développant de nouvelles ramifications. Celles-ci se trouvent en outre facilitées par l'organisation d'une série de conférences internationales (le « Sommet de la terre » organisé à Rio en juin 1992, ou les conférences qui suivent à Pékin, le Caire, Copenhague) initiées par l'ONU. Ce développement aura, dans l'espace français, pour effet de contribuer à la consolidation et à la professionnalisation du pôle de la solidarité internationale dont nous avons décrit l'émergence au cours des années 1980<sup>44</sup>.

Enfin, il faut souligner l'importance d'une dimension qui reste, elle aussi, à explorer : l'émergence de la notion de « mondialisation » comme catégorie scientifique et politique de description du monde et indissociablement comme label contribuant à homogénéiser les protestations. Ce qui manque, finalement, si l'on contemple rétrospectivement la mobilisation de 1989 (donc à partir de ce que nous savons aujourd'hui), c'est l'existence d'un cadre articulant les causes hétérogènes qui se télescopent durant la manifestation

---

<sup>42</sup> Il est par exemple frappant de constater qu'aucune référence n'est faite en 1989 aux manifestations de Berlin qui ont réuni l'année précédente plusieurs dizaines de milliers de personnes sur le même thème ; non parce que les journalistes ignoraient cette mobilisation, mais plutôt parce qu'elle ne paraissait pas s'inscrire dans la même dynamique (ce qui prime dans la presse à propos de 1989, nous l'avons vu, c'est le bicentenaire de la Révolution et la critique du PS au pouvoir).

<sup>43</sup> Notons, par exemple, que cette campagne débouchera, notamment, sur l'organisation d'un deuxième contre-sommet en France, à l'occasion du G8 de Lyon de 1996, qui est, aussi curieusement qu'en 1989, oublié aujourd'hui dans l'histoire du mouvement...

<sup>44</sup> Le CRID est ainsi, à la demande du gouvernement français chargé, en 1991, de co-organiser une conférence préparatoire (qui a lieu à la Villette) du Sommet de Rio. Dans la foulée, l'un des dirigeants du CRID est nommé représentant des ONG françaises à l'ONU.

<sup>44</sup> Ces conférences produisant à la fois des effets dans l'espace international (constitution de réseaux thématiques internationaux, consolidation des connexions nouvelles qui en découlent entre enjeux –par exemple l'environnement et le développement durable) et national (le CRID, et les associations de solidarité internationale, devenant des acteurs clefs en France grâce aux contacts internationaux qu'ils sont capables de mobiliser).

ou le contre-sommet. Non seulement la contestation de 1989 reste éclatée entre deux pôles (l'un politique, la manifestation, l'autre plus technique, le contre-sommet), mais les descriptions qui sont produites donnent une impression de fragmentation des mots d'ordre et des enjeux. Si retrouve en 1989 les thèmes qui seront développés ensuite, nous l'avons dit, ceux-ci sont encore pensés de manière disjointe. En ce sens, si les forces et les slogans de l'altermondialisme. sont présents en 1989, il ne leur manque qu'un cadre cognitif commun pour exister en tant que mouvement pouvant se donner à voir et être perçu comme un tout cohérent : c'est justement le thème de la « mondialisation ». En c'est sens, c'est aussi à une histoire de la catégorie de « mondialisation », de sa genèse et surtout de sa diffusion depuis l'espace universitaire vers l'espace politique<sup>45</sup>, à laquelle invite l'histoire de la genèse des mouvements altermondialistes.

---

<sup>45</sup> Pour quelques éléments, voir : Jobert, 2000 ; Jobert & Théret, 1994.

• **Bibliographie :**

- ATTAC, 2002, *Tout sur ATTAC 2002*, Paris, Mille et une nuits, Librairie Arthème Fayard.
- Barlow (Maud), Clarke (Tony), *La bataille de Seattle*, Paris, Fayard.
- Berger (Suzanne), 2003, *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*, Paris, Seuil, la République des idées.
- Bloch (Marc), 2002, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin.
- Boltanski (Luc), 1993, *La souffrance à distance*, Paris, A.-M. Métailié.
- Condamines (Charles), 1989, *L'aide humanitaire entre la politique et les affaires*, Paris, L'Harmattan.
- Florini (A. M.), éd., 2000, *The Third Force. The Rise of transnational Civil Society*, Washington, Carnegie.
- Foucault (Michel), « Nietzsche, la généalogie et l'histoire », in *Hommage à Jean Hyppolite*, Paris, PUF, 1971.
- Gerhards (Jürgen), Rucht (Dieter), « Mesomobilisation : Organizing and Framing in Two Protest Campaigns in West Germany », *American Journal of Sociology*, 98-3, 1992.
- Guidry (J. A.), Kennedy (M. D.), Zald (M. N.), 2000, *Globalization and Social Movements. Culture Power and Transnational Public Sphere*, University of Michigan, Ann Arbor.
- Hours (Bernard), 1998, « ONG et idéologies de la solidarité : du développement à l'humanitaire », in Deler (Jean-Pierre) et alii, *ONG et développement*, Paris, Karthala.
- Jobert (B.), 2000, « La conquête néo-libérale du monde », *Les Temps modernes*, n°607, p. 97-114.
- Jobert (B.), Théret (B.), 1994, « France : la consécration républicaine du néo-libéralisme », in Jobert (B.), dir., *Le tournant néo-libéral en Europe*, Paris, L'Harmattan, p. 20-85.
- Keck (M. E.), Sikkink (K.), 1998, *Activists Beyond Borders : Advocacy networks in international Politics*, Ithaca et Londres, Cornell University Press.
- Keck (M. E.), Sikkink (K.), 2000, « Historical precursors to modern Transnational Social movements and networks », in Kennedy (M. D.), Zald (M. N.), 2000, *Globalization and Social Movements. Culture Power and Transnational Public Sphere*, University of Michigan, Ann Arbor, p. 35-53.
- Liauzu (Claude), 1987, *L'enjeu tiers-mondiste, débats et combats*, Paris, L'Harmattan.
- Libertés sans frontières, 1985, *Le tiers-mondisme en question*, Paris, O. Orban.
- Losson (Christian), Quinio (Paul), 2002, *Génération Seattle. Les rebelles de la mondialisation*, Paris, Grasset.
- Massiah (Gustave), « Le centre international de cultures populaires », Documents de travail de l'association C.-L. Mayer, n°103, 1996.
- Pouliny (B.), 2001, « Acteurs et enjeux d'un processus équivoque. La naissance d'une internationale civile », *Critique internationale*, n°13 p. 163-175.
- Ryfman (Philippe), 1998, « Urgence et développement : spécificité française et préfiguration d'une communauté d'ONG », in Deler (Jean-Pierre) et alii, *ONG et développement*, Paris, Karthala.
- Snow (D. A.), Rochford (E. B.), Worden (S. K.), Benford (R.), « Frame Alignment Processes, Micromobilisation, and Movement Participation », *American Sociological Review*, n°51, 1986, p. 464-481.

Sommier (Isabelle), 2003, *Le renouveau des mouvements contestataires à l'heure de la mondialisation*, Paris, Flammarion, Champs.

Tarrow (S.), 2000, «La contestation transnationale», *Cultures & Conflits*, n°38-39, p. 187-223.

Tartakowski (Danielle), 2001, «Attac ou les échelle temps du libéralisme» in Andrieu (Claire), Le Beguec (Gilles), Tartakowski (Danielle), dir. *Association et champ politique*, Paris, Publications de la Sorbonne.